



**communautés
européennes**

NOTE D'INFORMATION

**BRUXELLES: 244, RUE DE LA LOI
TELEPHONE: 35 00 40**

**LUXEMBOURG: 18, RUE ALDRINGER
TELEPHONE: 292.41**

Division « information syndicale et ouvrière »

SOMMAIRE

Page

I. LES SYNDICATS ET L'EUROPE

La représentation syndicale dans le nouvel exécutif européen	1
VII ^e Conférence régionale européenne de la Confédération internationale des syndicats libres	1
Selon le D.G.B. la Commission de la C.E.E. favorable à ses points de vue en matière conjoncturelle	3
Un document du Secrétariat européen C.I.S.L. sur le VII ^e rapport d'activité d'Euratom	4
Colloque sur les problèmes nucléaires entre Euratom et l'Union italiana del lavoro	8

CONGRES SYNDICAUX :

- Le Congrès de la Fédération internationale des syndicats chrétiens des travailleurs agricoles	9
- Le Congrès international des syndicats chrétiens du bois et du bâtiment	10
- Le XXIII ^e Congrès de la Fédération des mineurs C.F.T.C..	11
- Le XX ^e Congrès de la Centrale chrétienne des métallurgistes de Belgique	14

PRISE DE POSITION DES COMITES PROFESSIONNELS ET INDUSTRIELS:

- Les problèmes de la construction navale discutés au Comité européen des syndicats métaux de la C.I.S.L.	17
- Une résolution des mineurs C.I.S.L. sur la sécurité dans les mines de fer	17
- Les métallurgistes de la C.F.T.C. proposent la convocation d'une conférence syndicale européenne.	18

LES SYNDICATS F.S.M. ET LE MARCHE COMMUN :

- "Les limites infranchissables de la F.S.M."	19
- Deux articles de "Rassagna Sindacale"	20

II. LE MOUVEMENT OUVRIER ET L'INTEGRATION EUROPEENNE

L'OR.GE.CO souligne l'importance de l'interdiction des clauses d'exclusivité dans le Marché commun	24
--	----

III. CE QU'A DIT LA PRESSE SYNDICALE 25

IV. BIBLIOGRAPHIE ET DOCUMENTATION 33

I. LES SYNDICATS ET L'EUROPE

LA REPRESENTATION SYNDICALE DANS LE NOUVEL EXECUTIF EUROPEEN

Un télégramme du secrétariat
syndical européen de la
C.I.S.L.

Les Confédérations syndicales libres des Etats membres de la Communauté européenne, affiliées au secrétariat syndical européen de la C.I.S.L., ont adressé le 18 septembre 1964 le télégramme suivant au Président du Conseil de ministres de la Communauté économique européenne :

"Monsieur le Président,

"Permettez-nous de vous rappeler, à vous-même et aux membres du Conseil, les nombreuses démarches effectuées par les organisations syndicales libres, tant sur le plan national que sur le plan international, afin d'assurer une équitable représentation syndicale dans le nouvel Exécutif européen. Les travailleurs européens, qui ont jusqu'à présent largement contribué à la construction de l'Europe - et qui continueront à le faire dans l'avenir - ont un droit indiscutable à siéger dans les organes auxquels est confiée l'édification de la vie économique et sociale de l'Europe".

VIIe CONFERENCE REGIONALE EUROPEENNE DE LA CONFEDERATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS LIBRES

Turin, du 17 au 19 septembre 1964

Ci-après, nous reproduisons une note d'information, parue dans "Service de Presse et de Radio", bulletin hebdomadaire de la C.I.S.L. mondiale du 24 septembre 1964, qui résume les travaux de la Conférence. L'Organisation régionale européenne de la C.I.S.L. groupe 22 organisations nationales de 18 pays européens.

"Les dirigeants syndicalistes de toute l'Europe libre - représentant les travailleurs de la Communauté économique européenne et de l'Association européenne de libre-échange - ont déclaré à Turin (Italie), le 19 septembre 1964, être partisans d'une communauté qui grouperait tous les peuples d'Europe. Une Europe unie, ont-ils dit, doit être tournée vers l'avenir et pouvoir assumer ses responsabilités envers les pays en voie de développement. Cette motion fut adoptée à la VIIe conférence régionale européenne de la Confédération internationale des syndicats libres. Celle-ci compte en Europe 26 millions de membres. Plus de soixante délégués venus de quinze pays participèrent à cette Conférence et soulignèrent qu'une Europe unie devrait

concéder au mouvement syndical une position et des possibilités d'influence effective, ce mouvement syndical représentant des millions de travailleurs. La Conférence a également mis en exergue le fait qu'une Europe unie bâtie sur la liberté et la justice ne pouvait en aucun cas accueillir en son sein les pays sous régime dictatorial qui méprisaient totalement les droits humains les plus élémentaires.

"En ce qui concerne l'Espagne, la Conférence a réaffirmé sa plus complète solidarité avec les travailleurs de ce pays qui luttent pour rétablir le respect de leurs droits civils et les principes de démocratie anéantis par le régime dictatorial du Général Franco. Notant l'augmentation de l'opposition au régime espagnol actuel, les leaders syndicalistes européens ont assuré les travailleurs espagnols et leurs représentants - les organisations syndicales espagnoles U.G.T. et S.T.V. - de leur appui inconditionnel. La Conférence a, de plus, protesté contre les mesures d'oppression prises par le Gouvernement espagnol et a réclamé la libération des travailleurs détenus pour leurs actions de grève ou pour avoir exprimé leurs opinions. Elle a approuvé chaudement l'implacable opposition que les organisations syndicales des pays de la C.E.E. maintiennent à toute forme d'association de l'Espagne franquiste au Marché commun.

"Une autre résolution adoptée au cours de cette Conférence a mis l'accent sur l'importance d'un développement économique dynamique permettant de réaliser les objectifs syndicaux de plein emploi, d'élévation du niveau de vie, de distribution équitable des revenus et d'aide aux moins privilégiés. La Conférence a demandé instamment la ratification de la Charte sociale européenne signée en octobre 1961 et la création de conditions permettant la libre circulation de la main-d'œuvre au travers de l'Europe. Elle a également réclamé l'application de la semaine de 40 heures du travail en cinq jours pour les travailleurs européens. Une autre résolution souligne la nécessité d'aider les pays en voie de développement.

"Le rapport d'activités fut présenté au Congrès par Walter Schevenels, secrétaire général de l'Organisation régionale européenne de la C.I.S.L., qui fut réélu à son poste, tandis que F. Hayday était réélu président de l'O.R.E.

"Omer Becu secrétaire général de la C.I.S.L. et Alfred Braunthal, secrétaire général adjoint, représentèrent la Confédération internationale des syndicats libres à la Conférence de Turin. Parlant de l'unification européenne, Becu a rappelé que "toutes les organisations syndicales libres de l'Europe, Français et Anglais y compris, ont profondément regretté la rupture des négociations entre les Six et la Grande-Bretagne en janvier 1963", et qu'à plusieurs reprises, "les syndicats britanniques et les organisations syndicales libres des pays du Marché commun ont réclamé de nouveaux efforts en vue de vaincre les obstacles à l'unification européenne". Enumérant les difficultés nombreuses à vaincre, Becu a déclaré qu'il "appartient au mouvement syndical libre européen de peser de tout son poids afin de stimuler la recherche de saines solutions pour le plus grand bénéfice des travailleurs". Quant à l'O.C.D.E. (Organisation pour la coopération et le développement économiques), le secrétaire général a, faisant

allusion aux récents démêlés de cet organisme avec les syndicats libres suite à l'intrusion des "syndicalistes" espagnols à la Commission, rappelé que la C.I.S.L. reste prête à collaborer activement à l'O.C.D.E. à condition que celle-ci prenne les dispositions nécessaires pour regagner la confiance des syndicats libres.

"En ce qui concerne l'aide aux pays en voie de développement, Becu a rappelé cette vérité que l'on oublie trop volontiers : "Nous sommes tous convaincus que tous les efforts que les pays industriels peuvent entreprendre dans leur propre domaine pour assurer le développement harmonieux de leurs économies seront vains si l'on ne parvient pas, d'ici dix ou quinze ans, à combler le fossé qui se creuse encore tous les jours davantage entre les pays pauvres les pays riches. Dans une large mesure, le maintien et la consolidation de la paix dépendent du succès de ces efforts".

SELON LE D.G.B. LA COMMISSION DE LA C.E.E.
EST FAVORABLE A SES POINTS DE VUE
EN MATIERE CONJONCTURELLE

Extrait de "D.G.B. Europa Informationen",
n° 11 du 1.9.1964

"La Fédération des syndicats allemands constate avec satisfaction que la Commission de la C.E.E. soutient, quant aux points principaux, ses mises en garde et revendications exprimées à plusieurs reprises au sujet de la politique économique du Gouvernement fédéral.

"La Commission de la C.E.E. a maintenant porté un jugement sur les décisions de politique économique prises jusqu'à présent par les six gouvernements pour lutter contre la dépréciation de la monnaie, et le Conseil de ministres devra en outre donner son avis au mois d'octobre. La Commission insiste sur le fait que les mesures prises par le Gouvernement fédéral sont encore insuffisantes dans plusieurs domaines.

"De même que la Commission de la C.E.E., la Fédération des syndicats allemands est d'avis :

- que l'importation des denrées alimentaires doit être notablement facilitée et qu'il doit être possible d'alléger les dépenses d'alimentation grâce à l'abaissement du prix allemand des céréales;
- que l'on doit prendre des mesures contre les dangers que représente pour le niveau de nos prix l'excédent démesuré du commerce extérieur, en premier lieu en abaissant de façon plus décisive les droits de douane et aussi en organisant de façon judicieuse l'aide au développement non lié à des livraisons effectuées par la République fédérale.

"Etant donné la situation conjoncturelle tendue, le Gouvernement fédéral doit s'abstenir de toute mesure contribuant à augmenter encore les prix dans le secteur de l'alimentation, du logement et des services publics. Tous les ministères exerçant une influence sur l'évolution économique, l'évolution des prix et l'évolution conjoncturelle doivent s'efforcer plus que jamais d'harmoniser les mesures prises".

UN DOCUMENT DU SECRETARIAT EUROPEEN C.I.S.L.
SUR LE VII^e RAPPORT D'ACTIVITE D'EURATOM

Texte du document :

"Le dernier rapport annuel de l'Euratom présente deux aspects décisifs pour l'avenir de la Communauté :

1. Fusion des Exécutifs européens;
2. Révision du second programme quinquennal.

1. Fusion des Exécutifs européens

"La collaboration européenne dans le domaine de l'énergie atomique doit non seulement être maintenue, mais encore à l'occasion de la fusion, être étendue aux domaines de la science et de la recherche. Il faudrait notamment que la compétence de l'Euratom porte également sur la recherche dans l'espace, vu les nombreux points de contact avec la science nucléaire. A côté de la recherche, les tâches industrielles de la Commission doivent être maintenues.

"Au sein d'une Commission européenne unique, les tâches de l'Euratom seraient assumées avec un maximum d'efficacité par un Commissariat européen à l'énergie atomique, qui comprend également les domaines de la science et de la recherche, soumis à la Commission, mais jouissant d'une large autonomie.

"Le Commissariat européen à l'énergie atomique devrait :

- a) Procéder à la recherche dans ses propres installations (ce qui n'a pas été le cas jusqu'à présent, car l'on n'a fait que de la recherche appliquée);
- b) Coordonner la recherche (jusqu'à présent uniquement dans le cadre national);
- c) Centraliser la recherche, comme par exemple pour des réacteurs rapides; le centre d'Ispra fusionnerait avec les autres centres;

- d) Procéder à des échanges de connaissances, fixer des dispositions légales avec les règlements d'application, formation professionnelle et études (jusqu'à présent, des règlements d'application n'existent que partiellement et l'on n'a pratiquement encore rien entrepris en matière de formation professionnelle et d'études);
- e) Assurer l'infrastructure nécessaire par des entreprises communes (suite à un manque de coordination, les installations d'Euratom ont jusqu'à présent été assez désordonnées).

Le Commissariat à l'énergie atomique devrait se consacrer essentiellement à des tâches scientifiques et techniques, alors que la Commission unique devrait assumer des tâches de nature générale, en dehors des domaines énumérés ci-dessus. Nous entendons ici la politique économique, la politique énergétique, la politique sociale (protection sanitaire) et les relations extérieures.

2. Révision du deuxième plan quinquennal

Une telle révision n'a de sens que si elle permet à l'Euratom d'exécuter les tâches qui lui ont été confiées, par une concentration des tâches et par un affermissement de l'administration. Il convient ici de tirer les conclusions exactes du VIIe rapport, à savoir que le développement de l'énergie nucléaire est entré dans sa phase industrielle. C'est pourquoi il est incompréhensible que les moyens pour un accroissement direct de l'industrie atomique aient été sensiblement réduits par rapport à la recherche. (Il faut remarquer ici que le Gouvernement français refuse d'assumer la charge financière et il faut constater une certaine dispersion, par exemple, transmission de tâches moins importantes au centre d'Ispira. La rationalisation doit permettre de faire face aux hausses des prix pour le matériel, les salaires et les traitements).

Dans le VIIe rapport, la Commission considère nécessaire d'arriver, à l'aide d'une structure communautaire appropriée, à une politique industrielle commune dans le domaine nucléaire. Mais les moyens nécessaires à une telle politique font défaut à la Communauté (elle dépend ici des décisions des gouvernements), mais il lui manque aussi la structure requise (pour laquelle elle est elle-même responsable).

Les tâches ci-dessous incombent à une politique industrielle dans le domaine nucléaire :

1. Création d'une infrastructure institutionnelle suffisante

- Libre circulation des marchandises (existe déjà), main-d'oeuvre (jusqu'à présent il n'y a eu que des recommandations), capital et entreprises (la dispersion a donné des résultats peu satisfaisants ici);

- Sécurité et responsabilité pour tous les domaines de l'application de l'énergie nucléaire (il existe jusqu'à présent des conventions, mais la question des petits risques des isotopes est jusqu'à maintenant restée ouverte);
- Transport de matériel radioactif (il n'y a jusqu'à présent que des études éparses et la question de la rationalisation des récipients et du transport par fer, route ou air, reste ouverte);
- Formation de techniciens (jusqu'à présent, on n'a promu que du personnel académique. Rien n'a été fait au niveau des techniciens);
- Protection sanitaire (il existe des directives, en Allemagne une excellente loi, mais qui est difficile à maintenir. Dans les autres pays de la Communauté, cette question est tout à fait "sous développée");
- Contrôle de la sécurité (il faudrait créer ici une inspection permanente avec possibilité de veto lors des rapports sur la sécurité, qui manque totalement). A côté de la création du cadre légal, il faut veiller aussi aux règlements d'application (jusqu'à ce jour ce sont les gouvernements qui s'en sont occupés, ce qui a pour conséquence des développements différents).

2. Création d'une infrastructure en matière d'industrie nucléaire

- Réutilisation des déchets
- Elimination des déchets
- Transport des matériaux radioactifs
- Approvisionnement (création d'entreprises communes).

3. Promotion de la recherche et de l'application industrielle

4. Promotion des investissements, le cas échéant, par une participation de la Communauté

(Particulièrement des projets communautaires des industries de plusieurs pays. Les moyens budgétaires sont épuisés et le nouveau programme n'offre pas de possibilités nouvelles).

5. Couverture de certains risques au stade expérimental

(Pouvant, si nécessaire, être assumée par la Communauté).

6. Fixation d'objectifs communs dans l'application de l'énergie nucléaire

(On a prévu que l'on disposerait en 1980 de 40.000 MW. Mais jusqu'à maintenant, il n'a pas encore été question d'objectifs à moyen terme).

7. Etudes sur les conséquences économiques et sociales et perspectives du développement de l'énergie nucléaire

(Rien n'a encore été fait jusqu'ici).

Bien que le traité Euratom ait posé des tâches très précises dans ce domaine, il est impossible de déceler, ne fût-ce que le début d'une véritable politique industrielle de la Communauté. A ce jour, la Communauté n'a pas publié de programme d'orientation dans le domaine de l'application de l'énergie atomique, et elle n'a pas non plus créé des instruments communs permettant de stimuler le développement de l'énergie nucléaire. Elle ne dispose pas non plus de moyens suffisants pour une politique industrielle efficace (voir le dernier projet de budget de mai 1964, qui, restant le même, est pratiquement réduit de 11 à 15 %, suite à la hausse des prix).

A côté du programme de recherche, l'Euratom a besoin d'un véritable programme industriel. Les propositions de la Commission pour la révision du deuxième programme quinquennal ne permettent toutefois pas de reconnaître que l'on veut s'orienter dans cette direction.

Pour la première fois, la Commission a souligné l'importance de l'industrie nucléaire et du développement de l'énergie nucléaire pour le progrès technique et la croissance économique. Il faudrait en conclure que des études plus nombreuses seront entamées sur les conséquences économiques et sociales ainsi que sur les perspectives du développement de l'énergie atomique, afin d'être en mesure de reconnaître à temps les tendances économiques et sociales et d'exclure ou d'atténuer dès le début d'éventuelles conséquences négatives.

L'activité de la Commission dans le domaine des isotopes est rendue moins efficace, car il existe simultanément deux divisions, mais non une claire répartition des tâches, ce qui donne souvent lieu à double emploi. C'est pourquoi les deux divisions isotopes, à savoir le Bureau Eurisotop de la D.G. Industrie et économie et la division Isotopes de la D.G. Recherche et formation, devraient être fusionnées; l'accent devrait alors être mis non sur la recherche pure, mais sur le développement de nouvelles possibilités d'application, l'adaptation des méthodes d'application des isotopes à la pratique économique et technique et enfin la promotion de l'application des isotopes dans l'économie et la technique. La recherche dans le domaine des isotopes devrait être laissée aux instances nationales spécialisées.

Dans le domaine des relations extérieures, il convient de souligner deux améliorations :

- L'élargissement de l'accord Euratom - U.S.A., qui améliore l'approvisionnement de la Communauté de matières fissiles;
- La conclusion d'un accord de collaboration entre la Communauté et les Etats-Unis dans le domaine des réacteurs rapides.

Ce dernier accord est d'une importance toute particulière, car il signifie un renforcement de la collaboration atlantique dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, en créant des relations de partenaires égaux. Cet accord offre des bases de départ pour un partnership atlantique dans le domaine atomique.

COLLOQUE SUR LES PROBLEMES NUCLEAIRES
ENTRE EURATOM ET L'UNIONE ITALIANA DEL LAVORO

Le rapport de M. Guazzugli Marini,
Secrétaire exécutif de la Commission d'Euratom

Le 2 octobre 1964, à l'occasion de la réunion du Comité central de l'Unione italiana del lavoro (U.I.L.) qui s'est tenue à Rome, M. G. Guazzugli Marini, Secrétaire exécutif de la Commission d'Euratom, a présenté un rapport sur "certains aspects de l'économie nucléaire". La rencontre Euratom-Unione italiana del lavoro a été organisée par la division information syndicale du Service de presse et d'information des Communautés européennes, en collaboration avec le Groupe du Porte-Parole d'Euratom.

Au début de la réunion, M. Guazzugli Marini a été présenté par le sénateur I. Viglianesi, secrétaire général de la U.I.L. Abordant le problème de l'approvisionnement en énergie, M. Guazzugli Marini a déclaré que, d'ici à dix ans, les besoins croissants de l'Europe en électricité exigeront un nombre de centrales électronucléaires deux fois plus élevé qu'à l'heure actuelle.

D'où l'importance pour l'Europe, et pour l'Italie en particulier, de créer en temps utile une industrie nucléaire avancée qui permette de s'affranchir de la dépendance de l'étranger en énergie et de tirer tous les avantages scientifiques, économiques et sociaux, liés à la création et au développement d'une grande industrie nucléaire. L'installation dans les six pays de la Communauté, d'ici à 1980, d'une capacité de 40.000 MWe, grâce à la construction de cent centrales atomiques au minimum - ouvrira - en matière d'investissement, de production et de salaires - un énorme marché d'une valeur de 10.000 milliards de dollars.

Mais la création d'une industrie nucléaire implique la participation de toutes les autres industries, notamment des industries les plus avancées, et le recours à des catégories de plus en plus étendues de personnel qualifié. C'est pourquoi il importe que l'Europe prenne sa place parmi les grandes puissances industrielles nucléaires à l'échelle d'un continent. Pour cela - a conclu l'orateur - deux conditions sont indispensables : une large intervention des autorités publiques, communautaires et nationales, pour l'élaboration et la réalisation - grâce notamment à des investissements publics - de programmes nucléaires concertés, et un vaste marché impliquant la collaboration des six pays de la Communauté européenne et de ceux qui lui sont associés.

CONGRES SYNDICAUX

LE CONGRES DE LA FEDERATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS CHRETIENS DES TRAVAILLEURS AGRICOLES

Vienne, du 1er au 3 septembre 1964

Cette Fédération internationale a tenu son congrès statutaire du 1er au 3 septembre 1964, à Vienne.

A la suite de la présentation et de la discussion du rapport d'activité de M. Machielsens, secrétaire de l'Internationale, une résolution a été adoptée, dont nous retenons les "éléments" européens.

"(...) Le congrès :

- se réjouit de la grande activité du groupe de travail "agriculture et alimentation" de l'Organisation européenne de la C.I.S.C. déployée dans le cadre de la Communauté économique européenne, collaborant ainsi à l'activité des différents organes consultatifs qui s'occupent de la politique agricole;
- attire, à ce sujet, une fois de plus l'attention sur l'importance d'une politique agricole commune dans la C.E.E.;
- insiste sur une progression rapide de la politique sociale agricole, politique qui ne peut en aucun cas être en retard par rapport au développement économique;
- croit qu'une politique sociale active peut constituer un stimulant pour le développement technique et économique de l'agriculture;
- met l'accent, particulièrement sur le rôle important que doit jouer le comité paritaire consultatif des travailleurs agricoles dans l'amélioration de la situation sociale dans l'agriculture;
- insiste sur la reconnaissance totale des organisations internationales d'ouvriers agricoles concernant tous les problèmes agricoles internationaux, et il insiste notamment sur la participation des organisations internationales d'ouvriers agricoles au Kennedy-round".

Il a été également décidé d'adresser une lettre à la Commission de la C.E.E. pour insister encore une fois avec force sur une meilleure représentation des ouvriers agricoles dans les comités de produits qui fonctionnent déjà ou qui seront créés.

LE CONGRES INTERNATIONAL DES SYNDICATS CHRETIENS
DU BOIS ET DU BATIMENT

Spa (Belgique), du 7 au 9 septembre 1964

Du 7 au 9 septembre 1964 a eu lieu à Spa (Belgique), le Congrès de la Fédération internationale des syndicats chrétiens du bois et du bâtiment, sous la présidence de M. K. Nuyts, président de cette internationale et, en même temps, président de la Centrale chrétienne du bois et du bâtiment de Belgique.

Environ 150 délégués ont assisté aux travaux de ce congrès, parmi lesquels des Belges, des Allemands, des Français, des Hollandais, des Autrichiens, des Suisses, et pour la première fois, des Canadiens.

De nombreuses personnalités avaient tenu à participer à ce congrès, parmi lesquelles de nombreux attachés d'ambassades.

M. E. Winckler représentait la Commission de la C.E.E.

Dans son allocution d'ouverture, M. K. Nuyts a traité notamment du problème d'une convention collective européenne du travail, pour le bâtiment, du problème du syndicalisme obligatoire et de l'installation de la semaine de 40 heures.

Le congrès a également examiné le problème des régimes complémentaires de sécurité sociale dans le bâtiment, en Europe. En effet, le Comité de la Fédération internationale avait chargé une commission, en avril 1963, de faire en enquête concernant les régimes complémentaires de sécurité sociale dans le bâtiment, dans les pays de la C.E.E., la Suisse et l'Autriche. Cette commission était composée de MM. Grasman et P. Janssen des Pays-Bas, et F. Guldemont, de Belgique. Les différents régimes en vigueur dans ces pays avaient été étudiés par cette commission, qui a présenté son rapport au congrès.

Ce document traite de la migration, dans le bâtiment, des régimes complémentaires en cas de chômage-gel, des régimes complémentaires de pension et des vacances annuelles.

Le congrès, à l'issue de ses délibérations, a voté des résolutions, dont voici l'essentiel concernant les aspects européens :

"Le congrès :

- souhaite la création de commissions permanentes au sein de la C.E.E.;

- mais s'oppose à une convention collective du travail, entraînant la fixation des salaires et l'uniformisation des autres conditions de travail;
- à propos de la sécurité sociale, le congrès regrette le manque de clarté des conventions ayant trait aux ouvriers migrants;
- déplore les grands décalages existant entre les dispositions nationales concernant le chômage-gel, la pension complémentaire, les pécules de vacances;
- recommande qu'une commission de la C.E.E. y recherche une solution;
- demande des mesures dans le même sens, en faveur des travailleurs qui viennent toujours plus nombreux de pays étrangers à la C.E.E.;
- à propos de l'industrie du meuble, le congrès souhaite voir l'exploitation orientée aussi vers les pays non membres de la C.E.E.;
- est favorable à la suppression des tarifs douaniers dans la C.E.E. et à l'unification du tarif pour les autres pays;
- estime qu'il faut tendre à l'abaissement du coût de la construction, sans freiner l'amélioration des salaires;
- est d'avis qu'il faut promouvoir l'expansion du logement social et de l'infrastructure, plutôt que de bâtiments luxueux;
- se prononce, par ailleurs, pour la diminution du travail à 40 heures par semaine".

Le discours de clôture a été prononcé par M. Kreeftmeyer, secrétaire général adjoint de la C.I.S.C., qui a traité du mouvement syndical chrétien dans le monde.

LE XXIIIe CONGRES DE LA FEDERATION DES MINEURS C.F.T.C.

Douai (France), du 2 au 7 septembre 1964

Le XXIIIe congrès national des mineurs C.F.T.C., tenu à Douai, du 2 au 7 septembre, a réuni plus de 300 délégués.

Après le discours d'ouverture prononcé par J. Sauty, président de la Fédération, Jean Bornard, secrétaire général, a présenté, au nom de la Commission exécutive, le rapport d'activité qui a servi de base aux travaux du congrès.

Dans son exposé, Jean Bornard, a dressé le bilan de l'action de la Fédération et a également évoqué les travaux des différentes tables rondes instituées après la grève de mars-avril 1963.

Pour le problème de l'énergie, il a entre autres déclaré : "Le problème de fond reste celui de la définition d'une politique énergétique permettant au charbon de jouer son rôle. Le dernier congrès avait attiré l'attention sur les dangers d'un marché ouvert et sur les conditions imposées pour une entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Les Communautés européennes avaient, en effet, publié un mémorandum recommandant la politique suivante : les frontières seraient ouvertes aux produits énergétiques, et le prix de l'énergie serait désormais fixé suivant les prix de l'importation. Pour conserver un certain niveau de production charbonnière, des subventions seraient accordées en faveur des productions de la Communauté.

"Nous avons été hostiles - a poursuivi J. Bornard - à cette politique générale, car, poser le principe de l'ouverture du marché nous paraissait extrêmement dangereux, étant donné les fortes variations des prix dans le monde et le risque de voir le volume de production charbonnière constamment menacé par le montant des subventions toujours aléatoires. Nous demandions qu'on fixe des niveaux de production, qu'on veuille permettre la réalisation de ces objectifs et qu'on réalise périodiquement ces objectifs pour tenir compte des éléments nouveaux.

"C'est dans ce sens que se sont exercés nos efforts. Et, en décembre 1962, le Comité consultatif de la C.E.C.A., au terme de longs et laborieux débats, a adopté une résolution demandant le maintien d'un niveau de production charbonnière de l'ordre de grandeur du niveau actuel, tout en insistant sur la nécessité de pratiquer des prix capables de faire face à la concurrence.

"On a vu qu'à la table ronde - a encore déclaré J. Bornard - le niveau de production demandé pour 1970 s'écarte assez peu du niveau actuel. Mais, à l'occasion du plan de stabilisation, le Gouvernement a suspendu l'une des mesures qui avaient été prises dans le plan Jeanneney, dans le but d'établir une certaine harmonisation des conditions de la concurrence charbon-pétrole : la limitation à 5 % maximum du rabais autorisé sur les prix pétroliers.

"Malgré toutes nos protestations au sein des charbonnages et auprès du gouvernement, la suspension de cette mesure vient d'être prolongée. C'est inadmissible et contraire à toute politique à long terme.

"Devant l'hostilité rencontrée par le mémorandum, les Communautés ont révisé leurs méthodes et essayent de transférer le débat du plan des principes à un plan plus pratique, en proposant une série de mesures plus limitées.

"C'est ainsi qu'a été conclu - a ajouté J. Bornard - entre les six ministres des Communautés, le protocole du 21 avril 1964. Des données de base sont remplies, à savoir la part croissante prise par les produits pétroliers, mais aussi l'existence de ressources énergétiques de la Communauté et l'importance des aspects sociaux. Des objectifs sont précisés : recherche du moindre prix, de la sécurité, progressivement des subventions. La volonté est affirmée de définir une politique commune avant le 1er janvier 1967, notamment en matière commerciale, pour le régime d'aide des Etats membres et des règles et conditions de la concurrence. En outre, le problème des subventions aux mines est délibérément abordé en vue d'un essai d'harmonisation. N'oublions pas que de telles mesures conditionnent tout notre avenir. Il faut que les solutions soient économiquement valables, mais il faut aussi qu'elles tiennent compte du sort des hommes, car il ne saurait y avoir de solutions valables si elles ne conduisent pas à plus de bien-être et à plus de liberté pour les hommes, et si les objectifs économiques n'intègrent pas ces objectifs sociaux".

Passant à l'examen de la situation dans les mines de fer, le secrétaire général de la Fédération des mineurs C.F.T.C. a développé les arguments suivants : "nécessité d'une protection au moins temporaire en faveur des mines de fer à la fois pour des raisons économiques, afin qu'on ait le temps de voir le résultat des mesures économiques prévues et qu'on évite le gaspillage des investissements très importants réalisés ces dernières années, et pour des raisons sociales, afin que les évolutions se fassent à un rythme acceptable pour les travailleurs.

"Une telle protection pourrait prendre la forme d'une taxe appliquée sur toute importation de minerai extérieur à la Communauté, comme cela a été fait récemment pour l'acier. Les fonds provenant de cette taxe pourraient contribuer à financer des mesures économiques comme l'aide à la réalisation d'installations d'enrichissement et des mesures sociales comme le Fonds de garantie et d'emploi que la C.F.T.C. réclame depuis longtemps pour les mineurs de fer".

Abordant le problème des classifications d'emploi et du prix de tâches, J. Bornard signale entre autres qu'en ce qui concerne l'évolution de la notion même de salaires à la tâche, des études extrêmement intéressantes ont été entreprises dans la sidérurgie, sous le patronage de la Haute Autorité de la C.E.C.A. "Elles concluent - a-t-il ajouté - à une crise de la rémunération au rendement". Il a alors indiqué que les représentants de la Fédération des mineurs C.F.T.C. étaient intervenus à plusieurs reprises à ce sujet. Une première réunion à la C.E.C.A. a débouché sur l'initiative d'études pour les mines, mais les réticences des exploitants restent grandes, bien qu'une telle évolution soit conforme à l'orientation préconisée de longue date par la Fédération C.F.T.C.

Le secrétaire général a également évoqué les efforts et les problèmes de la Fédération en matière de sécurité sociale minière, avant de s'attarder un peu sur les problèmes d'organisation et de formation, et a terminé son

exposé en résumant les positions défendues par les représentants de la Fédération des mineurs au sein de la C.F.T.C. en ce qui concerne l'évolution du mouvement.

A l'issue de ses travaux, le congrès a élu son nouveau bureau fédéral, et renouvelé à la présidence M. Joseph Sauty, au secrétariat général, Jean Bornard.

LE XXI^e CONGRES DE LA CENTRALE CHRETIENNE DES METALLURGISTES DE BELGIQUE

De Haan-aan-zee, du 25 au 27
septembre 1964

Du 25 au 27 septembre 1964, s'est tenu à De Haan-aan-zee le XXI^e congrès de la Centrale chrétienne des métallurgistes de Belgique.

Une journée d'études, entièrement consacrée aux problèmes européens, a été organisée le 25 septembre en collaboration avec la Division information syndicale.

Devant 350 délégués et un grand nombre d'invités, M. F. Vinck, directeur général de la D.G. "Problèmes du travail, assainissement et reconversion", a fait un inventaire des activités sociales de la Haute Autorité de la C.E.C.A. M. Vinck a, en outre, annoncé que la Haute Autorité venait de décider la création d'une commission générale pour la sécurité en sidérurgie.

Ensuite, M. A. Coppé, vice-président de la Haute Autorité, a prononcé un discours. Il a d'abord donné les raisons pour lesquelles l'intégration européenne a débuté par le domaine économique. Il s'est demandé ensuite pourquoi l'on désire maintenant une unification politique : en premier lieu, parce que les grandes décisions économiques sont prises dans un contexte politique; ensuite parce que cette unification politique est de plus en plus nécessaire si on veut sauvegarder une vraie démocratie européenne. Une série de décisions sont ou seront prises à un niveau européen sans qu'il y ait en même temps un véritable contrôle européen.

En ce qui concerne cette union politique, il y a cependant deux points de discorde entre les partenaires européens. Tout d'abord : "Quelle politique suivre ?" sur le plan économique, mais surtout sur le plan purement politique et plus particulièrement, en ce qui concerne les rapports avec l'Union atlantique. L'Europe sera-t-elle une troisième puissance entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique ou sera-t-elle dans l'Union Atlantique un partenaire des Etats-Unis, mais alors un partenaire égal ? Et, en second lieu : "Quelle sera la structure et quel sera le degré du supranationalité ?" Quant aux possibilités immédiates de progrès sur le terrain européen, M. Coppé est convaincu qu'il faut rechercher une solution de compromis et qu'il faut pouvoir se contenter de solutions progressives. Il s'agit de progresser dans la bonne direction; le rythme est moins important.

"L'Europe : utopie ou réalité ?" Si on regarde en arrière et quand on étudie un peu l'histoire on ne peut que constater que beaucoup de réalités d'aujourd'hui constituaient "un jour" des utopies. L'histoire - a conclu M. Coppé - c'est nous qui la faisons; c'est une page blanche que nous remplissons.

Le congrès a adopté, à l'unanimité, la résolution suivante sur les problèmes européens :

"Le XXIIe congrès de la Centrale chrétienne des métallurgistes de Belgique, réuni à Coq-sur-Mer, le 26 septembre 1964 :

- considérant que l'unification européenne doit se traduire par une amélioration sensible des conditions de vie et de travail;
- considérant que l'intégration économique n'est qu'une étape et doit normalement aboutir à l'unification politique;
- considérant que la construction de l'Europe ne peut se faire qu'avec la participation des parties intéressées et des travailleurs en particulier;

Le Congrès :

- demande l'élaboration d'une politique sociale européenne qui tienne compte des aspirations des travailleurs à une plus grande sécurité d'existence et à plus de bien-être;
- est d'avis que la priorité doit être donnée en ce domaine à la sécurité de l'emploi et du revenu, à la formation et à la réadaptation professionnelle ainsi qu'à l'harmonisation des régimes de sécurité sociale;
- demande la mise en oeuvre, au niveau européen, d'une politique économique concertée, notamment en matière d'investissements, et la création d'un bureau européen de programmation économique;
- estime que l'application d'une politique sociale et économique européenne ne peut véritablement avoir lieu dans le cadre d'une Europe politique;
- se prononce en faveur de la fusion des Exécutifs européens et des Communautés européennes, à la condition toutefois qu'elle se traduise par un progrès dans l'unification européenne;
- rapelle que les organisations syndicales doivent être associées à tous les niveaux aux décisions qui concernent l'avenir de l'Europe et à l'action des institutions européennes;

- est d'avis qu'il convient d'adapter l'action syndicale, tant professionnelle qu'interprofessionnelle, au niveau européen;
- demande à la direction de la Centrale de défendre ces positions au sein de la Fédération internationale des métallurgistes chrétiens et par le canal, au sein de l'Organisation européenne de la C.I.S.C."

PRISE DE POSITION
DES COMITES PROFESSIONNELS ET INDUSTRIELS

LES PROBLEMES DE LA CONSTRUCTION NAVALE
DISCUTES AU COMITE EUROPEEN
DES SYNDICATS METAUX DE LA C.I.S.L.

Bruxelles, le 22 septembre 1964

Le Comité européen des syndicats métaux, réuni le 22 septembre 1964, à Bruxelles, a, entre autres, pris position sur les résultats des démarches faites à ce jour auprès du président Hallstein et qui ont trait à la politique communautaire en matière de construction navale des pays de la C.E.E.

Il est heureux de constater que la Commission a publié son étude sur la construction navale dans la C.E.E., mais il attend de la Commission qu'il consulte les syndicats métaux sur les propositions qu'elle a faites au sujet d'une politique communautaire de construction navale; il souligne que la sécurité de l'emploi et du statut social des travailleurs de cette branche est toujours d'une brûlante actualité.

Les syndicats métaux suivent avec grande attention les propositions de la Commission de la C.E.E. pour une politique économique à moyen terme. Ils estiment que, lors de l'établissement - entrepris par la Commission - des prévisions macro-économiques et de la programmation des économies nationales, il serait indispensable d'élaborer également des prévisions séparées pour l'industrie métallurgique. A cet effet, la collaboration des syndicats, sous forme de consultation au niveau communautaire, s'avère de la plus haute importance.

UNE RESOLUTION DES MINEURS C.I.S.L.
SUR LA SECURITE DANS LES MINES DE FER

Luxembourg, le 2 octobre 1964

Les mineurs de fer des syndicats libres de la Communauté se sont réunis le 2 octobre à Luxembourg;

- ils constatent que les efforts de rationalisation, de modernisation et de mécanisation, effectués par les entreprises minières en vue de lutter plus efficacement contre la concurrence des minerais importés, ont des incidences notables sur la sécurité au travail.

En conséquence, les mineurs de fer des syndicats libres :

- réclament à nouveau au Conseil spécial des ministres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, une décision rapide permettant l'extension

des compétences de l'organe permanent pour la sécurité dans les mines de houille aux mines de fer.

LES METALLURGISTES DE LA C.F.T.C. PROPOSENT
LA CONVOCATION D'UNE CONFERENCE SYNDICALE EUROPEENNE

Le 22 septembre dernier, la Fédération C.F.T.C. de la métallurgie a publié un document établi par son Union fédérale de l'automobile, sur la situation dans cette industrie.

Dans cette note, la C.F.T.C. fait état des réductions d'horaire et des licenciements chez Peugeot, Simca, Renault, Panhard, Chausson, Brissonneau, Bernard et Willème, ce qui, dit-elle, touche plus de 100.000 travailleurs de l'automobile et entraîne une réduction des conditions d'existence, de 5 à 20 %, de 400.000 personnes.

L'Union C.F.T.C. évoque ensuite "la course aux investissements de ces dernières années, d'heures de travail utilisées pour créer un appareil de production qui n'est employé qu'à 70, 60 %, voire moins de sa capacité, le capitalisme n'orientant l'économie que vers les formes d'activité qui lui permettent de tirer un profit maximum, en sacrifiant par ailleurs les objectifs prioritaires tels que le logement, l'enseignement, la santé, l'urbanisme, les équipements culturels.

L'Union fédérale de l'automobile C.F.T.C. propose une nouvelle orientation de l'industrie automobile garantissant, notamment, la progression du pouvoir d'achat, des ressources et de l'emploi, ainsi que la fixation d'un horaire hebdomadaire maximum.

En ce qui concerne l'action à mener, l'Union C.F.T.C. précise que "plus que jamais, l'action ouvrière s'impose pour obliger patrons et gouvernements à tenir compte de ses revendications. Ces actions doivent être menées dans l'unité, au niveau des entreprises, des trusts de l'industrie, et nous souhaitons que l'action puisse se mener en commun avec les diverses organisations syndicales sur ces objectifs".

"Au niveau européen - ajoute la note de l'Union - les problèmes ne sont pas particuliers aux travailleurs français de l'automobile, ils sont communs à ceux des travailleurs par delà des frontières. Des revendications communes doivent et peuvent être élaborées, des actions communes doivent et peuvent se mener. C'est pour permettre cela que notre organisation propose la tenue rapide d'une conférence syndicale automobile européenne, avec la participation des organisations syndicales, ouvrières d'Europe occidentale, quelle que soit leur affiliation internationale."

LES SYNDICATS F.S.M. ET LE MARCHÉ COMMUN

"LES LIMITES INFRANCHISSABLES DE LA F.S.M."

Editorial de l'"Avanti !", organe du
parti socialiste italien, du 9
septembre 1964

Nous reproduisons ci-après le texte d'un éditorial de l'"Avanti !" qui, reprenant les critiques à l'égard de la F.S.M. faites par M. Togliatti dans son mémorandum de Yalta, cite - entre autres - l'exemple de "l'insuffisance" de celle-ci dans les problèmes posés au mouvement syndical par la création du Marché commun.

"L'allusion à la F.S.M. (Fédération syndicale mondiale) faite par M. Togliatti dans le mémorandum de Yalta est restée presque sans écho.

"De l'avis de M. Togliatti, c'est dans la lutte syndicale que réside l'"une des plus graves lacunes" du mouvement communiste. Il ajoute : "Notre organisation syndicale mondiale (F.S.M.) ne fait que de la propagande de portée générale. Jusqu'à présent, elle n'a eu aucune initiative efficace dans le sens d'une action unitaire contre la politique des grands monopoles. Jusqu'ici également, elle n'a absolument rien tenté en direction des autres organisations syndicales internationales. C'est là une erreur sérieuse, car, dans ces organisations, il s'est déjà trouvé des syndicalistes pour critiquer la politique des grands monopoles et tenter de s'y opposer".

"Le problème posé par M. Togliatti mérite d'être approfondi. Le moment est venu surtout de considérer plus à fond ce que la F.S.M. peut faire et ne pas faire. Dans la Fédération syndicale mondiale, les syndicats des pays communistes représentent la force de loin la plus importante. Actuellement elle est menacée par une scission ou une sécession des syndicats chinois ou pro-chinois. Mais il y a encore une raison plus profonde qui explique son manque de combativité syndicale : c'est que la plus grande partie des forces de la F.S.M. est engagée dans la politique syndicale des pays communistes, où le syndicat non seulement n'existe pas en tant qu'association autonome de lutte mais est soumis aux partis communistes et à l'Etat et constitue même un instrument au service de l'hégémonie du parti et du monopole d'Etat.

"On ne voit pas ce que l'on pourrait faire pour remédier à cette insuffisance de la F.S.M., qui tient à sa nature même.

"Prenons pour exemple un problème sur lequel la C.G.I.L. (Confédération générale italienne du travail) s'est trouvée en opposition avec la F.S.M., à savoir l'action à mener vis-à-vis du Marché commun européen. La F.S.M. ne peut envisager ce problème que par rapport aux intérêts des forces qu'elle représente, situées organiquement en dehors du Marché commun, alors

que les syndicats d'Europe occidentale agissent à l'intérieur du Marché commun pour s'opposer à telle ou telle directive ou lutter contre l'influence des monopoles privés.

"On peut en dire tout autant des programmes et de la politique des revenus qui posent à Moscou, à Prague et à Pékin des problèmes n'ayant aucun point commun avec ceux auxquels les syndicats italiens, allemands, français ou anglais ont à faire face. Il n'existe pas de solution toute faite pour ces problèmes, ils doivent être étudiés et approfondis.

"Que M. Togliatti ait posé le problème quelques heures avant sa mort est, on peut le dire, un signe des temps, et la preuve que le problème existe et demande à être étudié et résolu".

DEUX ARTICLES DE "RASSEGNA SINDACALE"

Comme nous l'avons annoncé, nous publions des extraits de deux articles parus, dans les numéros 37 et 40-41 de "Rassegna sindacale", organe de la C.G.I.L. (Confederazione generale italiana del lavoro), qui s'occupe des problèmes du mouvement syndical dans le Marché commun.

"C.I.S.L. e C.I.S.C. stanno aprendo gli occhi" (La C.I.S.L. et la C.I.S.C. sont en train d'ouvrir les yeux), par I. Tabarri - "Rassegna Sindacale" (C.G.I.L., Italie), n° 37 du 13.6.1964, pages 19 et 20.

L'auteur, en commentant les deux Assemblées européennes des syndicats C.I.S.L. et C.I.S.C. des Six, qui ont eu lieu au printemps dernier, respectivement, à Paris et à Strasbourg, écrit : "Bien qu'avec des accents et des arguments en partie différents, les deux organisations en arrivent à conclure toutes les deux que l'intégration européenne telle qu'elle a été réalisée jusqu'à présent n'a abouti qu'à renforcer économiquement et politiquement la position du patronat et des forces capitalistes de la société. Dire que la construction de la Communauté européenne est en train de traverser une crise de croissance ne suffit pas à voiler ce jugement sur le fond".

Après avoir reproduit quelques-unes des opinions exprimées au cours des deux assemblées, l'auteur note : "D'une part la C.I.S.C., après avoir exprimé le regret de voir la construction de l'Europe s'écarter de l'application des principes démocratiques, a ajouté : "à la longue ce pouvoir pourrait remettre en question l'idéal européen des travailleurs". D'un autre côté, la C.I.S.L. estime que la lutte pour une Europe unie vraiment progressiste et démocratique sera dure et longue car "les rapports politiques dans le cadre des Six sont dominés par les forces réactionnaires", et envisage l'éventualité de passer dans l'opposition. "Certes nous ne cherchons pas l'opposition mais si nous y sommes contraints nous ne la redoutons pas non plus" dira M. Buiter à la fin de son allocution".

Dans la dernière partie de son article, M. Tabarri s'occupe des problèmes concernant l'unité d'action syndicale au niveau européen.

"A vrai dire - écrit-il - dans les deux conférences, on a longuement parlé de ces rapports et il faut reconnaître que là aussi il y a eu du nouveau. Il a été reconnu tout d'abord que la division syndicale affaiblissait gravement le mouvement ouvrier, en second lieu qu'il ne suffisait pas de donner à certaines grandes organisations des noms de convenance pour que ces organisations cessent d'exister; troisièmement que l'on ne pouvait pas se voiler la face pour ne pas voir la réalité des forces que représentent des organisations telles que la C.G.I.L. et la C.G.T." et il continue "Malheureusement les conclusions des deux conférences accusent sur ce point un recul considérable par rapport à la discussion qui a précédé et surtout aux exigences des travailleurs. Nous ne voulons pas rassembler ici les éléments de division que l'on a encore relevés dans la résolution de la C.I.S.L. Nous voulons au contraire souligner que dans les deux conférences, de nombreuses voix se sont fait entendre pour demander que les divisions actuelles soient surmontées. Cette attitude correspond au caractère du mouvement syndical et à la volonté de la grande majorité des travailleurs qui ne comprennent pas pourquoi toutes les organisations syndicales ne devraient pas s'unir pour lutter contre un adversaire commun puissant et uni".

"Il dialogo è possibile" (Le dialogue est possible), par S. Levrero - "Rassegna Sindicale" (C.G.I.L., Italie); n° 40-41 des 25.7 et 8.8.1964, pages 25 et 26.

Cet article constitue également un commentaire sur les Assemblées européennes de la C.I.S.L. et de la C.I.S.C.

"La C.I.S.L.-C.E.E. - écrit l'auteur - a affirmé pour la première fois au cours de son assemblée d'avril dernier et répété lors de son récent comité exécutif, qu'il était nécessaire de mener, dans le cadre des six pays de la C.E.E., une action syndicale revendicative coordonnée portant sur un certain nombre d'objectifs; cette affirmation constitue un élément nouveau d'une extrême importance pour tout le mouvement syndical européen, d'autant plus qu'une orientation analogue s'est manifestée au cours des débats de l'Assemblée européenne de la C.I.S.C. (Confédération internationale des syndicats chrétiens)".

Après avoir affirmé que la C.G.I.L. ne peut qu'accueillir avec satisfaction "toutes possibilités d'actions convergentes qui se présentent et oeuvrer pour qu'elles soient élargies le plus possible", l'auteur juge que "Tout le mouvement syndical européen s'emploie actuellement à repenser sa politique compte tenu des caractéristiques et des dimensions des réalités économiques et sociales et des tendances et options du capitalisme de monopoles dans sa phase actuelle. Il en est à définir ses choix en matière de stratégie syndicale face à la stratégie du capitalisme de monopoles, à une époque où la satisfaction des revendications des travailleurs est de plus

en plus fonction des orientations d'une politique globale au moyen de laquelle le capitalisme de monopoles tend à subordonner à ses objectifs généraux les solutions apportées aux divers problèmes économiques et sociaux. Il tend en particulier à enfermer la dynamique des salaires dans ses options de politique économique (vidant ainsi de tout contenu l'autonomie des syndicats dans les négociations collectives, même celle qui traditionnellement était conditionnée par les rapports de force entre patronat et syndicats), alors que des facteurs étrangers à l'entreprise, tels que les transports, le logement, l'école, la sécurité sociale, etc... prennent une importance croissante dans la conditions ouvrière".

Par conséquent les perspectives d'avenir sont esquissées de la manière suivante par l'auteur : "Il existe désormais une base de discussion commune sur la C.E.E., qui résulte d'une convergence nouvelle entre les diverses forces syndicales en ce qui concerne d'une part l'appréciation des nécessités objectives auxquelles répondent les processus d'intégration économique, et d'autre part la reconnaissance de la prépondérance accordée aux orientations choisies par les monopoles et de leur direction de fait, qui se manifeste dans les structures et dans la politique actuelle de la C.E.E.

"La dénonciation de l'hégémonie des monopoles dans la C.E.E. et du retard dans les réalisations sociales a été plus précise et vigoureuse que jamais lors des assemblées de la C.I.S.C. européenne et de la C.I.S.L.-C.E.E.; on a même vu, dans cette dernière assemblée, différentes personnalités en arriver à envisager la possibilité d'un "passage à l'opposition. Cette attitude est d'autant plus intéressante si l'on considère les récentes manifestations de la C.E.E. (le "plan de stabilisation", l'intervention massive dans les options politico-économiques de l'Italie, etc...) et si l'on pense qu'au moment où approchent des échéances fondamentales, aussi bien à l'intérieur de la Communauté que vis-à-vis des pays tiers, les autorités de la C.E.E., tandis qu'elles ont à faire face à des contradictions accentuées entre intérêts et structures capitalistes, adoptent de plus en plus des solutions répondant aux exigences des monopoles et tendent à résoudre les problèmes essentiels (par exemple, la programmation) en l'absence des forces syndicales, en renvoyant au second plan les aspects sociaux ou en les subordonnant aux vues de patronat, comme c'est le cas pour l'harmonisation sociale.

"La nécessité pour les forces syndicales d'élaborer et d'imposer une solution de rechange favorable à la classe ouvrière s'impose donc dans l'immédiat. Elle engage tous les mouvements syndicaux et fait apparaître la nécessité de leur participation à un front syndical puissant - dans les organismes communautaires et dans l'action - regroupant toutes les forces syndicales des six pays. Cet ensemble de problèmes constitue une base "réelle" de discussion, de débat et de recherche commune".

Et voici les conclusions de l'article : "La nécessité d'un lien entre les différentes forces syndicales qui favoriserait une libre circulation des idées et un débat ouvert - même si elle se heurte à de vieux réflexes exaspérés par les divisions internationales (qui se retrouvent également dans la résolution de l'assemblée C.I.S.L.-C.E.E.) - est reconnue par de nombreuses

forces syndicales, dont certaines proposent même une sorte de "Communauté" syndicale ou toute autre forme unitaire européenne - propositions dont la mise au point mérite de retenir l'attention de tous.

"D'autre part, l'analogie et la complexité des problèmes auxquels chacun doit faire face, si elles demandent que l'on s'intéresse aux expériences et aux travaux des autres, font apparaître en même temps la nécessité d'une confrontation et d'un débat, non plus seulement de fait mais direct, sur un plan bilatéral ou multilatéral; entre les dirigeants syndicaux ou sur un "autre" plan (par exemple dans le cadre d'une initiative européenne du B.I.T.). Cette confrontation doit se faire sans aucune exclusive, mais au contraire, il faut solliciter tous les apports afin d'assurer une pleine circulation des idées et afin que la multiplicité des contributions vienne enrichir la pensée et l'action de chacun et du mouvement syndical européen dans son ensemble".

II. LE MOUVEMENT OUVRIER ET L'INTEGRATION EUROPEENNE

L'OR.GE.CO. (FRANCE) SOULIGNE L'IMPORTANCE DE L'INTERDICTION DES CLAUSES D'EXCLUSIVITE DANS LE MARCHE COMMUN

L'Organisation générale des consommateurs (OR.GE.CO) - France - rappelle la position qu'elle a constamment défendue, notamment aux Assises du commerce, sur la nécessité, dans l'état actuel des structures économiques, de permettre de sauvegarder le libre jeu des lois de la concurrence jusqu'au stade du commerce de détail.

Elle souligne à cet égard l'importance d'une interdiction absolue des ententes, cartels ou pratiques malthusiennes telles que refus de vente, prix imposés, contrat d'exclusivité, etc ...

Elle déplore que cette lutte contre les pratiques concertées, les ententes et les cartels ne soit pas menée avec toute l'efficacité désirable et demande à cet égard un renforcement de l'appareil législatif et des moyens administratifs nécessaires ainsi que la présence de représentants des consommateurs à la Commission des ententes.

Depuis l'entrée en vigueur du Marché commun, les règles du traité de Rome en ce qui concerne la concurrence et notamment les articles 85 et 86, s'imposent aux tribunaux nationaux ou internationaux pour les ententes qui ont pour effet d'affecter les échanges entre les Etats membres.

L'OR.GE.CO demande que, dans l'application et dans l'interprétation de la loi communautaire, les organismes du Marché commun : Commission et Cour de justice, considèrent avant tout le légitime intérêt des consommateurs au maintien intégral de la concurrence en interdisant sans exception les ententes et pratiques concertées qui favorisent les inégalités de prix et de condition de vente entre les six pays du Marché commun.

L'OR.GE.CO dénonce notamment certains contrats d'exclusivité intervenant généralement entre fabricants et importateurs et qui conduiraient à mettre en échec la réglementation française sur l'interdiction des prix imposés et des pratiques discriminatoires.

Elle demande à la Commission d'interdire formellement, conformément à la lettre et à l'esprit du traité de Rome, ces clauses d'exclusivité qui portent un grave préjudice aux intérêts des consommateurs européens.

III. CE QU'A DIT LA PRESSE SYNDICALE

PROBLEMES POLITIQUES

"IN EUROPA HERRSCHEN DIE MINISTERIALBÜROKRATIEN" (Les bureaucraties ministérielles règnent en Europe), par G.K., "Welt der Arbeit" (D.G.B. - Allemagne), n° 39 du 25.9.1964.

"La question décisive - écrit l'auteur - est actuellement de savoir si l'Europe continue à se développer selon le principe d'une démocratie communautaire, ou bien si en définitive quelques fonctionnaires ministériels, non responsables devant les parlements, peuvent non seulement préparer les décisions européennes mais les déterminer pratiquement à l'avance. La Communauté économique européenne doit actuellement surmonter quelques difficultés. Celles-ci proviennent en grande partie du fait que la C.E.E. n'a pas réussi à créer des institutions démocratiques efficaces au cours de la deuxième étape de la période de transition. Surtout, elle n'est pas parvenue à faire jouer au Parlement européen un rôle conforme à la politique sociale et économique commune. Malgré les grands progrès de la C.E.E. en matière de politique économique, ce parlement en est resté à son statut initial. Le Parlement européen n'a toujours qu'une fonction purement consultative. A cela s'ajoute en outre un recul sensible de l'influence du Comité économique et social de la C.E.E."

"L'Etat moderne et l'ordre démocratique - poursuit-il - vivent de la séparation des pouvoirs. Les pères des Communautés européennes s'en sont tenus à ce principe de base et ils ont façonné les organes des Communautés d'après le modèle de constitutions nationales démocratiques. La législation a pratiquement été élaborée au Conseil de ministres au cours de la première étape d'adaptation mutuelle. Ce système devait cependant être éliminé au cours de la période de transition, afin d'aboutir à une véritable séparation des pouvoirs et à un contrôle des pouvoirs par les institutions démocratiques des Communautés européennes. Mais ces institutions n'ont pas poursuivi leur évolution; c'est pourquoi la question se pose : la nécessaire séparation des pouvoirs est-elle actuellement possible, et est-elle surtout désirée ?

"C'est à bon droit que la Commission de la C.E.E., qui fait pendant au Conseil de ministres, a insisté sur le fait que les traités de Paris et de Rome ne sont pas seulement l'expression d'une certaine politique, "mais qu'ils ont fondé un nouvel ordre constitutionnel". Cet ordre constitutionnel est un ordre embrassant les Communautés européennes, et la véritable souveraineté qui leur est inhérente.

"En vertu des traités conclus, les Commissions des trois Communautés européennes doivent jouer un rôle directeur en vue de promouvoir la croissance vers l'unité de l'Europe. Cependant, l'impression que les possibilités

d'action des Commissions sont systématiquement diminuées par les entreprises des gouvernements et des ministères nationaux se confirme de plus en plus. Quelques observateurs reprochent même aux Commissions de s'être étiolées jusqu'à n'être plus que de simples secrétariats généraux".

"EUROPA-PARLEMENT OHNE MUT" (Le Parlement européen manque d'audace) par E.H. - "Welt der Arbeit" (D.G.B.-Allemagne), n° 40 du 2.10.64.

"Un parlement prenant ses décisions d'après les instructions téléphoniques d'un secrétaire d'Etat, voilà qui ne devrait pas exister dans le parlementarisme démocratique".

L'auteur critique l'attitude des parlementaires européens qui - à l'exception du groupe socialiste qui a quitté la salle de séance en guise de protestation - ont accepté, lors de la session de septembre, de "rayer de l'ordre du jour la question du siège" des institutions.

"Comment le Parlement européen - se demande l'auteur - peut-il s'attendre à ce qu'on lui confie un pouvoir de décision pour des questions importantes, alors qu'il renonce à exprimer une opinion sur son propre siège ? Le débat a donc clairement montré où il fallait chercher les véritables européens".

"L'EUROPE AVEC OU SANS LES ORGANISATIONS SYNDICALES", par Arthur Gailly - "Le Réveil des mineurs" (F.O.-France), octobre 1964, page 5, et "L'Action" (F.G.T.B., Charleroi-Belgique), n° 29, août 1964, page 1.

Commentant le problème de la fusion des Exécutifs, Arthur Gailly affirme que dans les conditions où elle se prépare, le mouvement syndical est insuffisamment représenté. Il rappelle la présence de plusieurs syndicalistes au sein de la Haute Autorité de la C.E.C.A., et estime que cette représentation doit se retrouver dans le nouvel Exécutif.

"QUAND L'EUROPE EMERGE DU LAIT" - "Vie populaire" (Mouvement de Libération ouvrière, France), n° 563, page 4.

L'auteur de l'article commente la grève des producteurs français de lait et note la solidarité liant le producteur européen du secteur agricole, qui écrit-il "ne se traduit pas par de simples discours".

"Incontestablement - note l'auteur - en s'alliant, les producteurs européens défendent leurs intérêts, mais il est bien dommage que les travailleurs européens de l'industrie ou du commerce n'aient pas l'idée d'en faire autant. Car, ce qu'il faut retenir de cette leçon de solidarité européenne,

c'est que réflexion et action n'ont plus beaucoup de chances d'efficacité, en 1964, lorsqu'elles ne dépassent pas l'horizon des frontières nationales, d'ores et déjà périmées, dans un monde qui se transforme".

PROBLEMES SOCIAUX

"BETRIEBSVERFASSUNG IN DEN EWG-STAA TEN" (L'ordre des entreprises dans les Etats membres de la C.E.E.) - "Der ÖTV-Vertrauensmann" (D.G.B.-Allemagne), n° 10, octobre 1964, pages 14 à 17.

L'article traite du droit de représentation des travailleurs dans les entreprises des Etats membres de la C.E.E.

Il résulte - d'après l'auteur - une grande diversité de droits et compétences des conseillers et délégués d'entreprise ainsi qu'une réelle diversification dans les six pays en ce qui concerne la base de ce droit.

"L'EVOLUTION SOCIALE DANS LA COMMUNAUTE EN 1963" - "Au Travail !", (C.S.C.-Belgique), n° 37 du 26.9.64, page 6.

Commentant l'exposé sur l'évolution de la situation sociale de la Communauté, l'auteur de cet article s'attarde plus spécialement au passage ayant trait aux mesures à prendre en vue d'instaurer une politique de stabilisation visant à freiner momentanément le développement de la consommation.

Malgré les réserves exprimées dans ce passage, on garde - selon l'auteur - de l'introduction de l'"exposé", l'impression que les auteurs restent essentiellement braqués sur les salaires. "On souhaite, ajoute-t-il, qu'ils ne se laissent pas prendre eux-mêmes au piège qu'ils dénoncent : porter une attention exclusive aux salaires parce que l'information est déficiente sur les autres revenus".

"LES MARCHANDS D'HOMMES DANS LA SIDERURGIE" - "La voix des métaux" (C.F.T.C.-France), n° 121, septembre 1964, page 2.

"La voix des métaux rappelle que la C.F.T.C. a demandé qu'une étude soit faite sur l'emploi des entreprises dites de "travaux publics" dans les usines sidérurgiques.

"Nous avons profité de la tribune qui nous est offerte par la Commission mixte par l'harmonisation des conditions de vie et de travail dans l'industrie sidérurgique pour dénoncer, lors de la réunion du 2 juillet dernier, cette nouvelle forme d'esclavage où des milliers de travailleurs sont honteusement exploités par des employeurs peu scrupuleux".

"TROIS MOIS APRES DORTMUND" - "Le réveil des mineurs" (F.O.-France),
octobre 1964, page 3.

L'auteur de l'article fait le point de la situation en ce qui concerne le Statut européen du mineur, trois mois après la manifestation de Dortmund.

"Dortmund - écrit-il - fut un enseignement. Nous n'en sommes plus au syndicalisme de papa, cela ne paie plus. C'est par des actions de masse que l'on peut faire aboutir nos revendications. A l'heure présente, dans l'Europe qui s'organise, le problème des revendications est d'ordre international, et c'est à cette échelle qu'il faut les réaliser si l'on veut aboutir à des résultats concrets. Le nationalisme est périmé. Ne soyons pas rétrogrades. Il faut vivre à l'échelle européenne et agir dans ce sens".

"LE PREOCCUPAZIONI DELLA C.E.E. PER L'ITALIA" (Les préoccupations causées à la C.E.E. par l'Italie), éditorial de "Conquista del lavoro" (C.I.S.L.-Italie); n° 36 du 13.10.64, page 9.

L'éditorial commente l'exposé sur l'évolution de la situation sociale dans la Communauté, récemment présenté au Parlement européen par la Commission de la C.E.E.

"La Commission - lit-on - défend en substance la thèse selon laquelle l'augmentation excessive des rémunérations intervenue au cours de l'année 1963 dans tous les pays membres risque de grever lourdement l'expansion économique de la Communauté dans la mesure où elle se traduit par une diminution des investissements et une augmentation des coûts de production. Ainsi donc à Bruxelles également, on dénonce la hausse des salaires européens comme une des causes principales des difficultés actuelles, que ce soit celles qui tiennent à l'inflation ou celles qui viennent de la menace d'un ralentissement de l'expansion économique".

L'éditorial note encore que la Commission de la C.E.E., même tenant compte d'autres facteurs, tels que "l'accroissement parfois excessif des dépenses publiques ainsi que des facteurs d'ordre psychologique et même spéculatif", ne manque pas de considérer que "la responsabilité des processus inflationnistes en cours incomberait donc en grande partie aux syndicats, qui n'auraient pas tenu suffisamment compte des accroissements de productivité propres à chaque secteur pour adapter leurs revendications d'augmentation de salaires et auraient exercé indistinctement une pression pour obtenir des rémunérations toujours plus importantes".

A ce propos, le journal répond comme suit "Il faut noter toutefois que cette analyse est loin d'être satisfaisante, étant donné qu'il n'y est fait aucune référence aux causes structurelles, telles que par exemple la concentration excessive d'investissements et de demandes d'emploi dans certaines

zones, directement à l'origine de la formation d'inégalités toujours plus importantes entre les salaires. En outre, l'exposé ne dit rien de l'évolution des revenus non salariaux qui dans des conditions de marché qui sont loin d'être concurrentielles sont à considérer comme s'étant développés sans trop se référer à la dynamique de la productivité globale".

"LE TENDENZE COMUNI DEI SINDACATI EUROPEI" (Les tendances communes des syndicats européens), et "DUE GRANDI PROBLEMI ANCORA INSOLUTI" (Deux grands problèmes non encore résolus), par F.B. - "Conquista del lavoro" (C.I.S.I.-Italie) n° 17 et 39 des 20.9.64 et 4.10.64.

Ces deux articles analysent le chapitre "Relations de travail" de l'exposé de la Commission de la C.E.E. sur l'évolution de la situation sociale dans la Communauté en 1963.

"TOT VERWERKELIJKING VAN EUROPEES MIJNWERKERSSTATUUT - SAMENWERKING CHRISTELIJKE EN SOCIALISTISCHE INTERNATIONALE ?" (Pour la réalisation du Statut européen du mineur - Collaboration entre l'Internationale chrétienne et l'Internationale socialiste ?) - "De Mijnwerker" (N.K.V.-Pays-Bas), n° 14 du 3.9.64, page 5.

"Comme on le sait, les Fédérations chrétiennes et socialistes de mineurs des pays de la C.E.C.A., à plusieurs reprises, au cours des années écoulées, ont plaidoyé et manifesté séparément en faveur de la réalisation du Statut européen du mineur dans les pays de la Communauté.

"Les tentatives en vue d'arriver à un Statut européen du mineur ont toujours été vouées à un échec, en raison de l'opposition des différents gouvernements et d'une partie des employeurs de l'industrie charbonnière de l'Europe occidentale.

"Quoique les Fédérations internationales chrétienne et socialiste de mineurs aient conçu, chacune, leur propre statut du mineur, admis par le Parlement européen comme base de rédaction d'un statut définitif, les deux projets ne diffèrent qu'en quelques points secondaires. C'est entre autres pour cette raison et également pour des raisons d'ordre pratique, que la Fédération internationale des syndicats chrétiens de mineurs a proposé ces jours-ci, à la Fédération internationale socialiste, de former un Comité d'action commun, qui serait composé de représentants des deux internationales et, également, de quelques membres du Parlement européen.

"Ce comité pourrait, alors, déterminer un plan d'action européen et national. Il devrait en outre instituer une Commission ad hoc qui devrait donner un dénominateur commun aux deux projets de statut".

POLITIQUE ECONOMIQUE

"DIE WERFTINDUSTRIE RATIONALISIEREN" (Rationaliser les chantiers navals), par Richard Sahrholz - "Die Quelle" (D.G.B.-Allemagne), n° 10, octobre 1964, pages 431 et 432.

L'auteur de l'article, qui est secrétaire du Comité Métal C.I.S.L. des six pays de la C.E.E., cite deux motifs principaux, cause de la crise actuelle dans les chantiers navals de la C.E.E. :

1. la capacité trop grande des chantiers navals, tandis que le carnet de commandes pour une construction de nouveaux bateaux n'est pas assez chargé pour donner suffisamment de travail aux services de production. Il faut ajouter la concurrence du Japon qui, par sa production plus rationnelle, ses subventions énormes, ses salaires et frais sociaux moins élevés, est arrivé à la première place dans le domaine de la construction navale;
2. La politique des subventions fausse la concurrence. Selon les articles 92 et 93 du traité de la C.E.E., les subventions ne sont compatibles avec le Marché commun que pour les mesures transitoires. Etant donné qu'en France et en Italie les répercussions sociales résultant d'un démantèlement des subventions de l'Etat semblent devoir être profondes; ce démantèlement se heurte à bon nombre de difficultés.

C'est la raison pour laquelle le Comité Métal des six pays demande à la Commission de la C.E.E. de renoncer à son attitude d'attente et d'élaborer des projets de rationalisation et d'implantation d'industries nouvelles. Le Comité Métal exige en ce contexte également que le Fonds social européen de la Communauté mette à disposition des moyens financiers importants pour la rééducation professionnelle, la réinstallation et les aides familiales. La reconversion de chantiers adaptables à d'autres branches industrielles s'impose également, sans oublier une rationalisation et modernisation des chantiers existants. Les subventions, d'après l'opinion des syndicats du métal, ne seront justifiées que si elles sont limitées temporairement et servent, dans le cadre d'une politique commune active du marché de la main-d'oeuvre, à garantir les possibilités de travail.

"DER DORNIGE WEG ZU EINEM EUROPÄISCHEN GESELLSCHAFTSRECHT" (Le chemin épineux menant à un droit de société européen), par W. Spieker - "Das Mitbestimmungsgespräch" (D.G.B.-Allemagne), n° 9/64, pages 146 et 148.

L'auteur cite les idées directrices tirées du livre de Mario Wang : "La société anonyme par action européenne dans la C.E.E." en analysant les chances si le droit de cogestion allemand était introduit dans un droit de société européen futur. Il faut éviter, écrit l'auteur, que l'harmonisation

du droit européen ne se fasse sur la base de l'ordre juridique le plus rétrograde. Pour y arriver il est indispensable que les demandes des syndicats allemands relatives à la codétermination et à l'organisation des entreprises soient bien distinctes des débats européens se basant sur l'article 54 du traité de Rome.

D'après l'auteur, cette demande de codétermination devrait également être fixée en premier plan dans le futur programme d'action commune des syndicats européens.

"ZWEISEITIGE OSTGESCHÄFTE DER EWG-LÄNDER ?" (Transactions bilatérales des pays de la C.E.E. avec les pays du bloc oriental), par H. Schulze - "Welt der Arbeit" (D.G.B.-Allemagne), 11.9.64, page 4.

L'auteur déplore le manque de coordination de la C.E.E. dans le domaine d'une politique commerciale unifiée envers le bloc communiste. La méfiance parmi les partenaires de la C.E.E. en est le résultat. "Nous ne devrions pas accepter une telle politique de troubles internes au sein de la C.E.E. que l'U.R.S.S. essaye de nous imposer".

"LE KENNEDY ROUND" - "Métal" (C.S.C.-Belgique), septembre 1964, page 11.

L'article traite des premiers résultats des négociations qui se sont ouvertes à Genève le 4 mai dernier. Il constate, entre autres, que les négociations du Kennedy round s'annoncent longues et difficiles et considère que cela est très normal, étant donné la complexité des problèmes à traiter et l'importance des intérêts en jeu.

"Il faut espérer - ajoute-t-il - que les partis en présence parviendront finalement à se mettre d'accord sur des réalisations concrètes et substantielles. Une étape importante aura ainsi été franchie dans la voie de la libéralisation du commerce international et du rapprochement des économies nationales".

EURATOM

"EURATOM", par K.J. - "Welt der Arbeit" (D.G.B.-Allemagne), du 7.10.64.

"Entre-temps - écrit l'auteur - nous en sommes venus à disposer d'un tel nombre de bombes atomiques, que nous pourrions faire sauter notre terre nourricière plutôt deux fois qu'une. Mais asservir l'énergie nucléaire pour des fins pacifiques est une entreprise autrement difficile". (...) Et, plus loin, l'auteur poursuit "Par ailleurs, chaque pays de la Communauté des Six

fait sa propre cuisine nucléaire, surtout les français qui, en ce domaine ont des vues particulières. De même, c'est seulement cette année que l'Italie s'est décidée à édicter des règles de protection contre les rayonnements. Nulle part on ne se préoccupe suffisamment de former de la main-d'oeuvre spécialisée. Faute d'une politique énergétique commune en Europe, la politique de l'énergie nucléaire ne peut être que boiteuse.

En ce qui concerne les rapports entre Euratom et les syndicats, l'auteur exprime l'avis suivant : "Il y a six mois, on avait promis aux syndicats des six pays que leur collaboration, au sein de "l'Euratom", serait institutionnalisée. Le Parlement européen, lui aussi, s'était récemment prononcé en ce sens. Pour l'instant néanmoins, il n'y a absolument rien qui permette d'affirmer que cela se fera. Ce que l'on veut avoir avec les syndicats, ce sont des "contacts", et rien de plus. Mais ce n'est pas par ces "contacts" que les syndicats pourront obtenir satisfaction. Les syndicats veulent aussi avoir leur mot à dire".

"LA DIFFICILE STRADA DELL'ATOMO EUROPEO" (Le difficile chemin de l'atome européen), par P. Nonno - "Conquista del lavoro" (C.I.S.L.-Italie), n° 39 du 4.10.64, page 3.

"GUERRA DELLE 'FILIERE' AL PARLAMENTO EUROPEO" (Guerre des filières au Parlement européen), par C. Torneo - "Il lavoro italiano" (U.I.L.-Italie), n° 37 du 17.10.64, page 4.

"UNA POLITICA ENERGETICA EUROPEA E NESSUNA AUTARCHIA NUCLEARE" (Une politique énergétique européenne et pas d'autarcie nucléaire) par U. Canullo - "Azione sociale" (A.C.L.I.-Italie), n° 40 du 4.10.64.

Les articles ci-dessus reprennent la présentation du rapport de M. Pedini au Parlement européen, session de septembre, sur le VIIe Rapport général d'activité d'Euratom.

DIVERS

"BRÜSSEL : VORSCHLÄGE UND FORDERUNGEN" (À Bruxelles : Propositions et exigences) - "Der Grundstein", n° 19, du 20.9.64, page 16.

L'article relate les détails de la réunion d'information de 40 représentants de la Fédération internationale des ouvriers du bâtiment et du bois (F.I.O.B.B.-C.I.S.L.) dans les pays de la C.E.E. Cette réunion, qui a eu lieu à Bruxelles au début du mois de septembre, fut consacrée surtout aux problèmes du bâtiment dans la politique économique à moyen terme, à ceux de l'habitation sociale ainsi qu'à la sécurité sociale des travailleurs migrants.

IV. BIBLIOGRAPHIE ET DOCUMENTATION

SERVICE DE PRESSE ET D'INFORMATION

Le Service de presse et d'information des Communautés européennes (Marché commun, C.E.C.A., Euratom) édite en cinq langues une série de dossiers de documentation sur les problèmes les plus actuels de l'intégration européenne.

Parmi les dossiers récemment publiés :

- en allemand : - Euratom - Zweites Forschungsprogramm
 - Die EWG im Jahre 1964
- en français : - L'expérience de la C.E.C.A.
 - Les progrès de l'Europe communautaire
 - Le dossier de l'union politique
 - L'énergie nucléaire et la politique européenne
- en italien : - Progressi e problemi dell'integrazione europea
 - L'esperienza della C.E.C.A.
 - Il futuro nucleare dell'Europa
 - Marjolin : primo bilancio della lotta contro l'inflazione
- en néerlandais : - De stand van zaken
- en anglais : - The Common Market : Inward or Outward Looking
 - Where the Common Market stands today

En outre, le Service de presse et d'information publie un magazine mensuel dans chacune des quatre langues de la Communauté et en anglais, ainsi que quatre publications spécialisées :

- Note d'information sur les problèmes syndicaux
- Nouvelles de la politique agricole commune
- Recherches et études universitaires sur l'intégration européenne
- Relevé bibliographique mensuel.

Toutes ces publications peuvent être obtenues en écrivant au Service de presse et d'information des Communautés européennes, à Bruxelles (244, rue de la Loi), à Luxembourg (18, rue Aldringer), ou aux bureaux de Bonn, Paris, La Haye, Rome, Genève, Londres, New York ou Washington.

C.E.E.

L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION NAVALE DANS LES PAYS DE LA C.E.E. - Etudes, série industrie - n° 4/1964, édité en français, allemand, italien et néerlandais.

La Commission de la C.E.E. vient de publier dans la collection "Etudes - série industrie" une étude sur l'industrie dans la construction navale dans les pays de la Communauté.

Il s'agit d'une étude descriptive, qui expose la situation communautaire dans ce secteur en trois chapitres : le premier sur les produits (production, demande, échanges); le deuxième sur les entreprises (exploitation, structure, organisation); le dernier sur les interventions des Etats (transferts, réglementation, production).

C.E.C.A.

OBJECTIFS GENERAUX "ACIER", n° 2, Luxembourg 1964 (3553/2/64/1), publié en français, allemand, italien et néerlandais.

Le rapport, sur l'état d'exécution des objectifs généraux "acier" pour l'année 1965, a permis, en analysant les facteurs qui ont conduit au cours des dernières années à un certain ralentissement des besoins intérieurs d'acier de la Communauté, de se rendre compte qu'il faut porter, dans l'avenir, une attention particulière aux modalités du développement de l'économie et à la consommation spécifique de l'acier.

BULLETIN DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER - Haute Autorité, n° 50 (10.803/2/64/1), édité en français, allemand, italien et néerlandais.

Au sommaire de ce numéro figurent les points suivants : le statut européen du mineur, par M. Finet, membre de la Haute Autorité; la déclaration du président de la Haute Autorité devant le Comité consultatif, relative à la fusion; les activités de la C.E.C.A., de fin janvier à fin juillet 1964; une annexe statistique et graphique.

EURATOM

TABLE RONDE ENTRE EURATOM ET LES DIRIGEANTS SYNDICALISTES DE LA COMMUNAUTE (Stresa, les 20, 21 et 22 mai 1964), Recueil des exposés présentés par la Commission, publié par la "Direction générale 'Industrie et économie' C.E.E.A.", en français, allemand, italien et néerlandais.

DIVERS

DE LA VOLONTE EUROPEENNE DE LA F.G.T.B. A LA CREATION EVENTUELLE
D'UNE INTERCONFEDERATION SYNDICALE EUROPEENNE, Claude Gerlache, juillet 1964

Claude Gerlache, étudiant de l'Ecole ouvrière supérieure (Belgique), vient de présenter un mémoire devant le Jury central des Ecoles de service social de Belgique.

Ce mémoire comporte trois parties : de la volonté d'union européenne de la F.G.T.B. avant 1950 et depuis la déclaration Schuman; des possibilités (officielles ou officieuses) d'action syndicale par et au travers des traités C.E.C.A. et C.E.E., quelques avis sur une interconfédération syndicale européenne (les précédents, plan d'enquête, avis C.I.S.L. et autres).

APERCU STATISTIQUE SUR LES TRAVAILLEURS MIGRANTS EN EUROPE OCCIDENTALE (document n° 30), par la "Commission internationale catholique pour les migrations", Genève, avril 1964.

Si le phénomène des migrations n'est pas un fait nouveau, il n'en constitue pas moins un fait social et politique important de notre époque. Et c'est pourquoi il nous a paru utile de présenter l'analyse de cette étude fortement documentée.

Depuis quelques années, l'Europe voit le mouvement migratoire s'accélérer, des régions rurales vers les zones industrialisées. C'est près d'un million de travailleurs étrangers permanents ou saisonniers qui se déplacent du sud de l'Europe vers le nord. On peut estimer à environ deux millions et demi le nombre d'étrangers résident dans les six pays de la Communauté.

Un fait cependant est à souligner : les travailleurs italiens qui représentaient jusqu'en 1961 plus de 50 % des travailleurs migrants, ne sont plus aujourd'hui que 42 %. Le développement économique se poursuivant en Italie, on assistera dans l'avenir à la permanence de cette régression.

Il faut souligner, en revanche, l'accroissement sensible du nombre de travailleurs espagnols en direction des pays de la Communauté. Le chiffre de ces travailleurs atteignant pour 1963, 19 % de la totalité des travailleurs migrants chez les Six. Les travailleurs grecs viennent en second lieu, représentant 6 % des travailleurs étrangers dans la Communauté. L'Allemagne seule a absorbé, en 1963 58.000 travailleurs grecs. Il en est de même pour les travailleurs turcs dont 28.000 ont émigré vers la république fédérale d'Allemagne, dépassant de loin l'immigration portugaise qui s'opère surtout en direction de la France, où ils sont au nombre de 27.000 représentant dans ce pays 12,5 % de la main-d'oeuvre étrangère.

Viennent ensuite les travailleurs yougoslaves dont le nombre va en augmentant, atteignant 23.000 pour la Communauté des Six en 1963.

Il est utile de signaler la position de la Suisse, dont 20 % de sa population active en 1962 était composée d'étrangers. Il apparaît donc que sur 10 travailleurs migrants d'Europe méridionale, 4 choisissent la Suisse.

En ce qui concerne le pourcentage de l'Allemagne, il est très voisin de celui de la Suisse puisqu'elle admet chaque année environ 400.000 travailleurs étrangers.

Il est donc maintenant certain que la migration italienne va disparaître à plus ou moins longue échéance, du moins en tant que fait collectif.

Il est non moins certain qu'à l'intérieur des Six les travailleurs des cinq autres pays sont peu enclins à quitter leur résidence d'origine. Et l'on constate déjà que le critère essentiel maintenant dans la migration intra-européenne est le désir de promotion professionnelle plus que le seul souci de faire vivre décemment sa famille. Ce n'est donc plus aujourd'hui une aventure, du moins au sens où l'entendaient les migrants massifs de ces dernières années.

Cependant, le problème se trouve posé avec une plus grande acuité encore, avec l'arrivée des travailleurs migrants venant des pays européens hors du Marché commun ou d'Afrique. Pour ces travailleurs, plus encore que pour ceux des Six, se poseront les problèmes d'adaptation, particulièrement en matière linguistique, culturelle, familiale.

Le document de la Commission internationale catholique pour les migrations a le mérite, en soulignant les tendances actuelles de la migration, de situer l'importance de ce problème au niveau de chaque pays d'accueil et d'alerter les organismes responsables sur la gravité de certains aspects humains, tels que le plan familial, si souvent négligé quand l'on tente de codifier la migration.

SERVICES DES PUBLICATIONS DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

4003/1/XI/1964/5